

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	15	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 23/03/046**

**ACTION RECURSOIRE  
AUPRES DE LA VILLE DE  
HYERES-LES-PALMIERS -  
REMBOURSEMENT DES  
FRAIS ENGAGES POUR LES  
AGENTS METROPOLITAINS  
LIES AUX ACCIDENTS DU  
TRAVAIL ET MALADIES  
PROFESSIONNELLES  
RECONNUS IMPUTABLES ET  
SURVENUS AVANT LE  
TRANSFERT DES AGENTS A  
LA METROPOLE**

**PRESENTS :**

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

## **Séance Publique du 23 mars 2023**

**N° D' O R D R E : 23/03/046**

**O B J E T : ACTION RECURSOIRE AUPRES DE LA VILLE DE  
HYERES-LES-PALMIERS - REMBOURSEMENT DES  
FRAIS ENGAGES POUR LES AGENTS  
METROPOLITAINS LIES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL  
ET MALADIES PROFESSIONNELLES RECONNUS  
IMPUTABLES ET SURVENUS AVANT LE TRANSFERT  
DES AGENTS A LA METROPOLE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le courrier n°5755 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la ville de Hyères-les-Palmiers, sollicitant le remboursement des sommes engagées au titre des accidents de service et maladies professionnelles survenus antérieurement au transfert des agents concernés à la Métropole,

**VU** le certificat administratif n°5754 du 3 octobre 2022 détaillant les sommes engagées par la Métropole liées aux accidents du travail et maladies professionnelles survenus antérieurement au transfert des agents concernés à la Métropole, pour un total de 164 173, 52 euros,

**VU** l'avis favorable de la ville de Hyères-les-Palmiers en date du 14 décembre 2022 pour le paiement de la somme sollicitée,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 13 mars 2023,

**CONSIDERANT** que le fonctionnaire victime d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle imputable au service conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ainsi que le remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident,

**CONSIDERANT** que la collectivité au service de laquelle se trouvait l'agent lors de l'accident de service ou la maladie professionnelle reconnue imputable doit supporter les conséquences financières, y compris après le transfert des personnels concernés auprès consécutif à un transfert de compétences vers la Métropole,

**CONSIDERANT** que le montant des traitements et soins médicaux liés aux accidents de service et aux maladies professionnelles des agents transférés de la ville de Hyères-les-Palmiers vers la Métropole s'élève à 164 173, 52 euros (période du 01/01/2019 au 28/06/2022),

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la ville de Hyères-les-Palmiers d'un montant de 164 173, 52 euros, au titre des sommes engagées par la Métropole en lien avec des accidents du travail et des maladies professionnelles des agents survenus antérieurement à leur transfert à la Métropole (période du 01/01/2019 au 28/06/2022).

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que la somme sollicitée sera versée au Budget Principal 2023, article 70875.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

**Direction Générale des Services**  
Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

**Direction Générale Adjointe des Services**  
**DGA Secrétariat Général**  
Marie-Aline LOPASSO

Direction des Ressources Humaines  
Guillaume BEAUJARDIN  
Sous-direction prévention santé au travail  
Frédéric ZIOLKOWSKI  
Service affaires médicales  
Jessicah MOREAU-FITOUSSI  
Affaire suivie par :  
Mickaël RIOU  
[mriou@metropoletpm.fr](mailto:mriou@metropoletpm.fr)  
Tél : 04.94.46.72.43

Toulon, le 6 octobre 2022

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

à

Hôtel de Ville de Hyères  
Direction Générale des Services  
12, avenue Joseph Clotis  
BP 709  
83412 HYERES CEDEX

**N/REF** : VP/MAL/GB/FZ/JMF/ MR n° 5755

**REF** : Décret 87-602 du 30/07/1987 modifié

**OBJET** : Demande de remboursement des sommes engagées au titre d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle.

**PJ** :  
- Certificat administratif n° 5754 du 03/10/2022,  
- Détail des sommes à rembourser.

Monsieur le Directeur Général des Services,

Des agents, transférés au sein de la Métropole Toulon Provence Méditerranée les 01/01/2017 et 01/01/2019, ont été victimes d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle reconnue imputable au service au sein de votre commune.

A l'issue de leur transfert, ces agents ont été prolongés en arrêt de travail ou ont déclaré une rechute de cet accident de service ou de cette maladie professionnelle.

A ce titre, Toulon Provence Méditerranée a poursuivi leur prise en charge compte-tenu de votre accord et du résultat des expertises médicales diligentées auprès d'un médecin agréé.

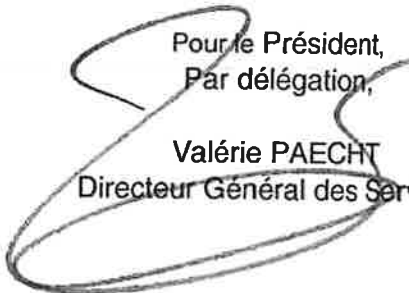
Aussi, conformément à l'article 37-19 du décret 87-602 du 30/07/1987 modifié, et compte tenu du maintien du traitement de ces agents, je vous saurais gré de bien vouloir procéder au remboursement des sommes engagées par la Métropole pour un montant de 164 173,52 €

A cet effet, vous trouverez le détail des sommes à rembourser et je vous indique qu'un titre de recette sera émis à votre rencontre.

A titre d'information, je vous précise que cette prise en charge financière peut faire l'objet d'une demande d'indemnisation de votre part auprès de votre assureur statutaire.

Le service des affaires médicales de la Direction des Ressources Humaines se tient à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général des Services, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,  
Par délégation,

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

A Toulon, le 3 octobre 2022

***Direction Générale des Services***

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

***Direction Générale Adjointe des Services***

***DGA Secrétariat Général***

Marie-Aline LOPASSO

Direction des Ressources Humaines  
Guillaume BEAUJARDIN  
Sous-direction prévention santé au travail  
Frédéric ZIOLKOWSKI  
Service affaires médicales  
Jessicah MOREAU-FITOUSSI  
Affaire suivie par :  
Mickaël RIOU  
[mrriu@metropoletpm.fr](mailto:mrriu@metropoletpm.fr)  
Tél : 04.94.46.72.43

N/Réf. : VP/MAL/GB/FZ/JMF/MR n° 5754

**CERTIFICAT  
ADMINISTRATIF**

Je soussigné Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, certifie qu'il y a lieu d'émettre un titre de recettes d'un montant de cent soixante-quatre mille cent soixante-treize euros et cinquante-deux centimes (164 173,52 €) à l'encontre de la Ville de Hyères, au titre des accidents de service, des maladies professionnelles et/ou de leur rechute, des agents mentionnés dans le tableau récapitulatif joint.

Certificat délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le Président,  
Par déléguation,  
  
Marie-Aline LOPASSO  
Le Directeur Général Adjoint des Services

**MONTANT DU REMBOURSEMENT DES ACCIDENTS/MALADIES PROFESSIONNELLES DES AGENTS TRANSFERES**

Agent	Evenement	Date Transfert	Survenance	Date debut arret	Date fin d' arret	Nature	Montant de la remunération	Charges	Montant total
BENIAICHE ARCHIDE				01/01/2019	04/01/2019	Accident de service	285,49	121,18	406,67
CAMEROTA	JORIS	01/01/2019	05/09/2018	31/07/2019	30/09/2019	Maladie professionnelle	4209,16	1714,66	5923,82
			22/02/2018	25/10/2019	30/11/2019	Maladie professionnelle	2455,34	1000,21	3455,55
DERROUICHE	ANTHONY	01/01/2019	11/04/2017	01/01/2019	31/03/2019	Accident de service	6132,93	2570,16	8703,09
MARTIN	MARC	01/01/2019	17/07/2018	01/01/2019	08/09/2019	Accident de service	20917,87	8999,45	29917,32
MERABET	BACHIR	01/01/2019	31/03/2015	09/02/2019	15/02/2019	Maladie professionnelle	479,63	201,07	680,70
METZGER	JEAN DENIS	01/01/2019	30/07/2018	06/08/2019	28/10/2019	Accident de service	5726,88	2343,09	8069,97
RIBES	CHRISTIAN	01/01/2017	01/07/2010	15/04/2019	01/05/2019	Maladie professionnelle	1053,38	428,67	1482,05
				21/05/2019	23/05/2019	Maladie professionnelle	210,66	85,73	296,39
				19/06/2019	21/06/2019	Maladie professionnelle	210,66	85,73	296,39
				24/06/2019	26/06/2019	Maladie professionnelle	210,66	85,73	296,39
				28/06/2019	28/06/2019	Maladie professionnelle	70,22	28,57	98,79
				02/07/2019	20/07/2019	Maladie professionnelle	1334,18	542,98	1877,16
				26/07/2019	26/07/2019	Maladie professionnelle	70,22	28,57	98,79
RODRIGUEZ	ALPHONSE	01/01/2019	28/03/2011	25/11/2021	21/01/2022	Accident de service	5387,25	2384,40	7771,65
SANCHO	FLORIAN	01/01/2019	19/07/2018	01/08/2021	06/02/2022	Maladie professionnelle	14541,77	5772,82	20314,59
SILIGHINI	THIERRY	01/01/2017	29/10/2012	03/04/2017	05/04/2017	Maladie professionnelle	156,62	71,84	228,46
				26/06/2017	28/06/2017	Maladie professionnelle	156,62	71,84	228,46
				03/07/2017	07/02/2018	Maladie professionnelle	11224,79	5149,17	16373,96
				21/06/2021	28/06/2022	Maladie professionnelle	19816,65	8665,11	28481,76
ZICA	FABIEN	01/01/2019	08/02/2017	21/02/2019	30/09/2019	Accident de service	21465,40	7706,16	29171,56
<b>Totaux</b>							<b>116116,38</b>	<b>48057,14</b>	<b>164173,52</b>





## 14ème législature

<b>Question N° : 49125</b>	<b>De M. Edouard Philippe ( Union pour un Mouvement Populaire - Seine-Maritime )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Décentralisation et fonction publique</b>
<b>Rubrique &gt; collectivités territoriales</b>	<b>Tête d'analyse &gt; personnel</b>	<b>Analyse &gt; accident du travail. indemnités, réglementation.</b>
Question publiée au JO le : <b>11/02/2014</b> Réponse publiée au JO le : <b>22/07/2014</b> page : <b>6206</b> Date de changement d'attribution : <b>04/06/2014</b>		

### Texte de la question

M. Edouard Philippe attire l'attention de Mme la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique sur la détermination de la collectivité débitrice de la charge finale des sommes relatives à une rechute consécutive à un accident du travail, lorsque l'agent concerné par cette rechute a fait l'objet, avant la rechute mais postérieurement à l'accident initial, d'un transfert entre une commune et l'EPCI dont elle est membre dans les conditions de l'article L. 5211-5 du CGCT. La question de la détermination de la collectivité débitrice des prestations dues à l'agent en raison des rechutes d'un accident de service lorsque ce dernier a, entre l'accident et la rechute, changé de collectivité employeur, a été réglée par la jurisprudence (CAA de Nantes, 7 décembre 2001, commune de Chécy ; CE, 28 novembre 2011, commune de Roissy-en-Brie, n° 336635). Il incombe ainsi à l'employeur public qui a prononcé l'imputabilité au service de l'accident initial de prendre en charge les séquelles de la rechute dudit accident, alors même que, lorsque la rechute s'est produite, l'agent était au service d'une autre collectivité. Si l'employeur actuel de l'agent concerné reste tenu, en application des articles 4 et 57 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, de verser à celui-ci les sommes auxquelles il peut prétendre en application du statut, indépendamment de toute recherche des causes initiales de l'affection dont il souffre, il peut toutefois exercer à l'encontre de l'employeur initial une action récursoire en vue de lui faire supporter la charge finale de ces sommes. Il s'interroge toutefois sur la transposabilité de ces solutions jurisprudentielles à la situation dans laquelle la succession d'employeurs publics, entre la date de l'accident initial et la rechute, ne résulte pas d'une mutation individuelle mais du transfert légal de personnel dont est assortie la dévolution à un EPCI de compétences initialement communales. Il pourrait en effet, être soutenu, dans une telle hypothèse, que les dispositions de l'article L. 5211-5 du CGCT, ainsi que celles, auxquelles il renvoie, des articles L. 1321-1 à L. 1321-5 du même code, font obstacle à toute action récursoire de l'EPCI à l'encontre de la commune, au motif que ces articles auraient pour objet de faire supporter par l'EPCI l'ensemble des obligations existantes du chef de l'agent à la date de son transfert. Il souhaite donc qu'il puisse lui indiquer si les modalités particulières de transfert de compétences et de personnel entre une commune et l'EPCI dont elle est membre justifient, par dérogation aux règles jurisprudentielles de droit commun, que ce dernier conserve définitivement la charge financière de la rechute dont serait victime un agent intégré dans ses services concomitamment à un transfert de compétence.

### Texte de la réponse

Conformément à l'article 57 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la



fonction publique territoriale, le fonctionnaire victime d'un accident de service « conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite. Il a droit, en outre, au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident, même après la date de radiation des cadres pour mise à la retraite ». En cas de rechute auprès d'un employeur autre que celui auprès duquel a eu lieu l'accident de service, la charge financière de la réparation incombe à l'employeur d'origine, même si l'agent n'a plus aucun lien avec lui (question écrite n° 22535 du 27 août 1992 - Sénat). Ce principe a été confirmé par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 28 novembre 2011 (req. n° 336635). En effet, la haute juridiction administrative considère que « la collectivité au service de laquelle se trouvait l'agent lors de l'accident de service doit supporter les conséquences financières de la rechute consécutive à cet accident, alors même que cette rechute est survenue alors qu'il était au service d'une nouvelle collectivité ». Cependant, en vertu de ce même arrêt, la collectivité qui l'emploie, tenue de verser à son agent les traitements qui lui sont dus, est fondée à demander à la collectivité qui l'employait à la date de l'accident, par une action récursoire, le remboursement des traitements qu'elle lui a versés consécutivement à sa rechute. En vertu de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert des compétences de la commune vers l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) s'accompagne du transfert des agents concourant à leur exercice. Les agents transférés n'ont plus de lien avec la commune ayant prononcé l'imputabilité mais relèvent de l'EPCI. Même si la procédure de mutation diffère de celle du transfert, l'issue est identique puisqu'elles se concluent toutes les deux par un changement d'employeur. Dans la mesure où ce n'est pas l'autorité ayant prononcé l'imputabilité qui est transférée mais une partie de ses compétences, elle reste responsable de l'accident et de la rechute en découlant. En conséquence, une distinction entre le transfert et la mutation ne peut se justifier en matière d'action récursoire que l'EPCI est fondé à engager envers la commune auprès de laquelle s'est produit l'accident de service.